

Ces Nigériennes se sont battues contre les violences électorales

Des Libériens célèbrent l'investiture de leur  présidente, Ellen Johnson Sirleaf. Une première lors de l'élection présidentielle de 2011 : la mise en place d'une salle de gestion de crise pour les femmes. (© AP Images)

En mars 2015, quand les Nigériens se sont rendus aux urnes pour des [élections qui se révéleraient historiques](#), 40 jeunes, pour la plupart des femmes, étaient à pied d'œuvre. Leur mission : répondre 24 heures sur 24 aux appels téléphoniques faisant état d'incidents de violence et d'obstacles au vote.

Entretemps, 300 [observatrices électorales](#) s'acquittaient de leur tâche dans des bureaux de vote à travers les dix États ciblés du pays, informant Abuja des irrégularités dont elles étaient témoins. Et dans la capitale Abuja se trouvait une équipe formée de huit femmes éminentes du Nigeria, du Liberia, de la Sierra Leone et du Sénégal. Elles étaient chargées d'une mission bien particulière : travailler avec les partis politiques et les groupes religieux pour contrer en temps réel les menaces de violence à l'égard tant des électrices que des candidates.

Bienvenue à la [salle de gestion de crise pour les femmes](#). L'élection nigérienne est la toute dernière à tirer parti de cette idée née il y a quatre ans et qui se répand sur le continent africain. C'est en 2011, lors des élections législatives et présidentielles du Liberia, que l'idée d'installer une telle salle a vu le jour. Son objectif : promouvoir le développement du leadership féminin. Ce modèle a depuis été repris au Sénégal, en Sierra Leone, au Mali et en Guinée-Bissao.

Des participantes à la salle de gestion de  crise pour les femmes lors des élections de mars 2015 au Nigeria. (Crédit photo : Ambassade des États-Unis au Nigeria)

Les études l'ont démontré : les femmes et les enfants sont les plus exposés aux actes de violence électorale, y compris quand il s'agit d'empêcher les femmes d'exercer leur droit de vote. D'où l'intérêt de ces salles de gestion de crise, qui emploient des femmes et des jeunes pour garantir l'accès aux bureaux de vote.

Parmi les différentes sections dans la salle de crise pour les femmes au Nigeria, on en trouvait une occupée par des représentants de la police et une autre par ceux de la Commission électorale nationale indépendante (CENI) du pays. Une façon de réagir immédiatement aux informations faisant état d'actes de violence ou d'efforts visant à entraver le vote.

« Si une situation se produit sur le terrain et que nous souhaitons une intervention de la police - en cas, par exemple, de violence dans un certain État pendant que les femmes sont en train de voter - nous répondons en contactant les autorités concernées, qu'il s'agisse de la CENI ou de la police. S'ils se trouvent dans la salle, c'est évidemment plus facile et plus rapide », a expliqué à ONU-

Femmes Turrie Akerele Ismael, la procureure générale du Nigeria et l'une des femmes éminentes de la salle de gestion de crise.

« Les femmes et les jeunes jouent un rôle actif dans le maintien de la paix avant, pendant et après les élections », a souligné Sylvie Ndongmo, de la Ligue internationale des femmes pour la paix et la liberté. Cette organisation avait coordonné la mise en place de la salle de gestion de crise pour les élections nigérianes. Quand des groupes de la société civile travaillent avec les agences gouvernementales pour réduire les menaces dont font l'objet les électeurs et les candidats, précise-t-elle, « le risque de violence électorale devient l'occasion de promouvoir la paix et la démocratie durables. »
